

GENEFIMMO

Société Anonyme au capital de F 2.475.084.000
Siège Social : 50 boulevard Haussmann - 75009 PARIS
R.C.S. PARIS B 326.259.629
(83 B 00329)

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 6 OCTOBRE 1995

Tal de COMMERCE de PARIS
N° dépôt
24 JUIN 1996
33059

L'an mil neuf cent quatre vingt quinze, le six octobre, à quatorze heures, le Conseil d'Administration s'est réuni, à COURBEVOIE (92400) "Immeuble Les Miroirs - Bâtiment D", 18 avenue d'Alsace - LA DEFENSE III, Salle R 2052, sur convocation de son Président.

SONT PRESENTS :

- Monsieur Jean-François SAMMARCELLI, Président,
- Monsieur Claude POUILLOUX, Directeur Général, Administrateur,
- Monsieur Jean STERN, Administrateur,
- Monsieur Pierre BABIN, Administrateur,
- La SOCIETE DE LA RUE EDOUARD VII, Administrateur, représentée par Monsieur Yves PERRIER.

SONT ABSENTS ET EXCUSES :

- Monsieur Jean-Pierre MARCHAND, Administrateur,
- Monsieur Louis-Noël JOLY, Administrateur.

PARTICIPENT également à la séance :

- Monsieur Bernard LAUREAUX,
- Madame Valérie BREUIL, faisant fonction de Secrétaire.

En conséquence, Monsieur Jean-François SAMMARCELLI, Président du Conseil d'Administration constate que les Administrateurs présents réunissent la moitié au moins des membres en fonction et que le Conseil peut valablement délibérer.

Puis, le Président rappelle que le Conseil est appelé à délibérer sur les questions suivantes figurant à l'ordre du jour :

- lecture et adoption du procès-verbal de la précédente séance du Conseil d'Administration,
- autorisation de conventions visées à l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966 :

A) subvention financière versée à SOGEPROM,

B) subvention financière versée à EUROPOLE,

C) rachat par GENEFIMMO de la Participation de la Société SOPHANE dans COFRACIB.

- transfert du siège social et modification corrélative des statuts,
- démission de Monsieur Jean-Pierre MARCHAND de son poste d'Administrateur,
- augmentation de capital,
- convocation de l'Assemblée Générale Mixte du 23 octobre 1995,
- pouvoirs pour les formalités.

I - LECTURE ET ADOPTION DU PROCES-VERBAL DE LA PRECEDENTE SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le procès-verbal de la séance du 2 juin 1995 est lu et approuvé à l'unanimité des présents.

II - AUTORISATION DE CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE 101 DE LA LOI DU 24 JUILLET 1966

A) Subvention financière versée à SOGEPROM.

Le Président présente au Conseil un projet de convention avec la société SOGEPROM.

Cette convention aurait pour objet d'aider notre filiale SOGEPROM, qui dans le contexte immobilier actuel éprouve des difficultés financières, à poursuivre son activité dans de meilleures conditions.

Ainsi, GENEFIMMO, principal actionnaire et également Administrateur a décidé d'accorder à titre gratuit à SOGEPROM une subvention financière à hauteur de sa situation nette négative à fin 1995, prévisionnellement estimée à 400 MF.

Un premier acompte de 250 MF sera versé en 1995, dont 135 MF très prochainement.

Il y a lieu de formaliser par une convention le versement par GENEFIMMO à SOGEPROM de la subvention mentionnée ci-dessus.

Puis le Président précise qu'une telle convention entre dans le champ d'application de l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966, Monsieur Jean-François SAMMARCELLI, Président de la société et Monsieur Claude POUILLOUX, Directeur Général, Administrateur de la société, occupant tous les deux des fonctions d'Administrateurs au sein de la société SOGEPROM.

Après délibérations, le Conseil, à l'unanimité de ses membres présents, Monsieur Jean-François SAMMARCELLI et Monsieur Claude POUILLOUX n'ayant pas pris part au vote, conformément à la loi, autorise la convention susvisée et donne tous pouvoirs à son Président en vue de conclure ladite convention aux conditions et selon les modalités qui lui ont été exposées, à charge pour lui d'en aviser le Commissaire aux Comptes, conformément à la loi.

Cette convention sera soumise à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire dans les conditions de l'article 103 de la loi du 24 juillet 1966.

B) subvention financière versée à EUROPOLE.

Le Président présente au conseil un projet de convention entre GENEFIMMO et EUROPOLE.

Cette convention aurait également pour but d'aider la filiale EUROPOLE, qui exerce principalement son activité dans le domaine de la promotion de parcs d'activités d'entreprises, à poursuivre ses opérations malgré les difficultés financières rencontrées du fait de la récession des marchés de l'immobilier d'entreprises tant en FRANCE qu'en ALLEMAGNE.

Aussi, GENEFIMMO a décidé d'octroyer à titre gratuit à EUROPOLE une subvention financière à hauteur de 150 millions de Francs, elle sera versée très prochainement. La subvention pourra être éventuellement complétée après examen des comptes de l'exercice 1995.

Il y a lieu de formaliser par une convention le versement de cette subvention par GENEFIMMO à EUROPOLE.

Le Président précise qu'une telle convention entre dans le champ d'application de l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966, Monsieur Claude POUILLOUX, Directeur Général Administrateur de la société, occupant la fonction d'Administrateur au sein de la société EUROPOLE.

Après délibération, le Conseil, à l'unanimité de ses membres présents, Monsieur Claude POUILLOUX n'ayant pas pris part au vote conformément à la loi, autorise la convention susvisée et donne tous pouvoirs à son Président en vue de conclure ladite convention aux conditions et selon les modalités qui lui sont exposées, à charge pour lui d'en aviser le Commissaire aux Comptes conformément à la loi.

Cette convention sera soumise à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire dans les conditions de l'article 103 de la loi du 24 juillet 1966.

C) Rachat par GENEFIMMO de la participation de la Société SOPHANE dans COFRACIB

Le Président informe le Conseil d'Administration du projet de rachat des titres de la Société COFRACIB détenus par la Société SOPHANE et prie le Conseil de bien vouloir autoriser cette convention visée par l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966.

Monsieur Claude POUILLOUX rappelle qu'il est également Administrateur de la Société SOPHANE.

En conséquence, le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de ses membres présents, Monsieur POUILLOUX ne prenant pas part au vote, d'autoriser son Président à conclure la convention précitée, à charge pour lui d'en aviser le Commissaire aux Comptes, conformément à la loi.

Cette convention sera soumise à ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire dans les conditions de l'article 103 de la loi du 24 juillet 1966.

III - TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL DE GENEFIMMO

Le Président précise qu'aux termes de l'article 99 de la loi du 24 juillet 1966, le siège social peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du Conseil d'Administration sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale.

Le Président expose ensuite les motifs du transfert du siège social du 50 au 29 boulevard Haussmann - 75009 PARIS, à compter du 1er janvier 1996 et demande au Conseil à prendre toutes décisions relatives à ce transfert.

Il offre ensuite la parole aux Administrateurs.

Après en avoir délibéré, le Conseil décide à l'unanimité de ses membres présents de transférer le siège social du 50 au 29 boulevard Haussmann - 75009 PARIS à compter du 1er janvier 1996 et ce, sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale.

En conséquence, le Conseil décide de modifier l'article 4 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé, 29 boulevard Haussmann - 75009 PARIS.

Il peut être transféré en tout autre lieu conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

IV - DEMISSION DE MONSIEUR JEAN-PIERRE MARCHAND DE SON POSTE D'ADMINISTRATEUR

Monsieur Jean-François SAMMARCELLI Président, informe le Conseil que Monsieur Jean-Pierre MARCHAND a souhaité être déchargé de ses fonctions d'Administrateur.

Le Conseil accepte cette démission et remercie Monsieur Jean-Pierre MARCHAND pour les services qu'il a rendus à la Société tout au long de l'exercice de son mandat.

Le Président informe le Conseil qu'il ne sera pas pourvu dans l'immédiat au remplacement de Monsieur MARCHAND.

V - AUGMENTATION DE CAPITAL

Afin de mieux traverser la crise immobilière et d'assurer son rôle de Holding, la société GENEFIMMO sollicite aujourd'hui la possibilité de renouveler et de porter à F 2.000.000.000 la ligne d'augmentation de capital de F 1.700.000.000 autorisée par l'Assemblée Générale du 25 mai 1993. Cette autorisation donnée pour une période de 2 ans n'a pas été utilisée et est actuellement échue.

Le Conseil propose à l'Assemblée Générale que l'autorisation d'augmenter le capital soit portée à F 2.000.000.000 (deux milliards de francs). Cette augmentation pourrait être réalisée en une ou plusieurs fois sur une période de cinq ans. Elle se ferait par émission d'actions nouvelles à souscrire en numéraire et conférant à leurs propriétaires les mêmes droits que les actions anciennes.

Les actionnaires bénéficieraient d'un droit préférentiel de souscription.

Ces fonds propres serviraient principalement à faire face aux restructurations financières des filiales et participations.

VI - CONVOCATION D'UNE ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

Le Conseil décide de convoquer les actionnaires en Assemblée Générale Mixte le 23 octobre 1995, au siège social, à 15 heures, sur l'ordre du jour suivant :

- ratification du transfert du Siège Social,
- autorisation à donner au Conseil d'Administration pour une période de cinq ans, à l'effet d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, d'un montant maximum de F 2.000.000.000,
- pouvoirs pour les formalités.

VII - POUVOIRS POUR LES FORMALITES

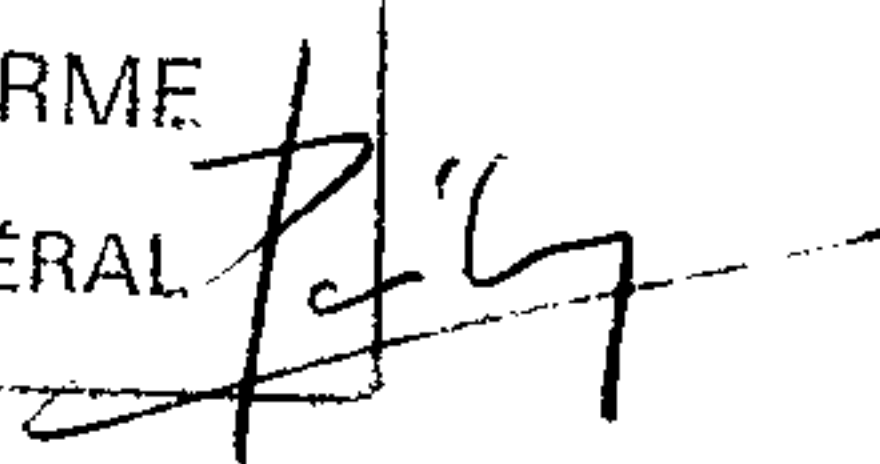
Le Conseil confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes délibérations, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, lequel après lecture, a été signé par le Président et un Administrateur.

Le Président

Un Administrateur

CERTIFIÉ CONFORME
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL 

Société Anonyme au capital de 2 475 084 000 F

Siège social : 29 boulevard Haussmann - 75009 PARIS

S T A T U T S

TITRE I - FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La Société, de forme anonyme, est un établissement de crédit agréé en qualité de Société Financière habilitée à effectuer les opérations de banque résultant de sa décision d'agrément.

Elle est régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables aux sociétés commerciales, notamment la Loi N° 66-537 du 24 juillet 1966 et celles applicables aux établissements de crédit, notamment la Loi n° 84-46 du 24 janvier 1984, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La Société a pour dénomination GENEFIMMO.

ARTICLE 3 - OBJET

La Société a pour objet, dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux Sociétés Financières, d'effectuer à titre habituel, avec toutes personnes physiques ou morales, tant en France qu'à l'Etranger :

- à titre principal, toutes opérations fournissant à des entreprises des ressources permanentes, notamment par des prises de participation,

- en vue de la réalisation de cet objet ou à titre accessoire toutes opérations de crédit, y compris les opérations de crédit-bail et de location assortie d'une option d'achat, notamment en matière immobilière,

- toutes opérations connexes à ces opérations de fourniture de ressources permanentes ou de crédit.

La Société peut également à titre habituel, dans le cadre des conditions définies par le Comité de la Réglementation Bancaire, effectuer toutes opérations autres que celles visées ci-dessus.

D'une façon générale, la Société peut effectuer pour elle-même et pour le compte de tiers ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou agricoles, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter l'exercice.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé, 29 boulevard Haussmann - 75009 PARIS.

Il peut être transféré en tout autre lieu conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 ans, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 2.475.084.000 F. Il est divisé en 24.750.840 actions de 100 F nominal chacune, entièrement libérées, dont 24.075.840 émises en rémunération d'un apport en nature consenti par la société GENEPARTS et évalué à 2.467.584.000 F.

Le capital peut être augmenté, réduit, amorti ou divisé en actions d'un nominal différent, par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires prise conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 7 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

Les droits de leurs propriétaires sont établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 8 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une quotité proportionnelle au nombre des actions existantes, compte tenu, s'il y a lieu, du capital amorti et non amorti ou libéré, du montant nominal des actions et des droits des actions de catégories différentes.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, il appartient aux propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre, de faire leur affaire du groupement correspondant à la quantité requise d'actions et, à cet effet, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les sommes restant à verser sur les actions à libérer en espèces sont appelées par le Conseil d'Administration.

Les quotités appelées et la date à laquelle les sommes correspondantes doivent être versées sont portées à la connaissance des actionnaires, soit par une insertion faite un mois au moins à l'avance dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, soit par lettre recommandée adressée à chacun des actionnaires dans le même délai.

L'actionnaire qui n'effectue pas, à leur échéance, les versements devenus exigibles sur les actions dont il est titulaire est, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, redevable envers la Société d'un intérêt de retard calculé jour après jour à partir de la date d'exigibilité, au taux légal majoré de 3 points sans préjudice des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

ARTICLE 10 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Tout transfert de la propriété des actions ne peut s'opérer, à l'égard de la Société notamment, que conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

TITRE III - CONSEIL D'ADMINISTRATION - DIRECTION GENERALE

ARTICLE 11 - NOMINATION DES ADMINISTRATEURS

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de 3 membres au moins et de 12 membres au plus.

Les Administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires.

La durée de leurs fonctions est de 6 années au plus :

Lorsqu'un Administrateur est nommé, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en remplacement d'un autre, il n'exerce ses fonctions que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Les fonctions d'un Administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Les Administrateurs sont toujours rééligibles, sous réserve des dispositions légales relatives notamment à leur âge.

Chaque Administrateur doit être propriétaire d'une action au moins affectée à la garantie de tous les actes de gestion.

ARTICLE 12 - POUVOIRS DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la Loi aux Assemblées d'Actionnaires.

ARTICLE 13 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige sur convocation de son Président. En cas d'empêchement de ce dernier, le Conseil peut aussi être convoqué par un Vice-Président ou encore en cas d'empêchement du ou des Vice-Présidents, à la demande de la moitié au moins de ses membres.

La convocation peut être faite par tout moyen, même verbalement. Les réunions sont tenues soit au siège social, soit en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Elles sont présidées par le Président du Conseil d'Administration, ou à défaut du Président, par un Vice-Président ou, à défaut, par le doyen d'âge des membres du Conseil présents.

Tout Administrateur peut se faire représenter par un autre Administrateur à une séance du Conseil d'Administration, le mandat pouvant être donné par lettre, télex, télégramme. Toutefois, un Administrateur ne peut disposer pour une même séance que d'une seule procuration.

A l'initiative du Président du Conseil d'Administration, toute personne, même extérieure à la Société, peut être appelée, à raison de sa compétence particulière et à titre purement consultatif, à assister à tout ou partie d'une réunion du Conseil.

Le Conseil délibère et ses décisions sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la Loi, en cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

Un secrétaire peut être désigné par le Président pour assurer le secrétariat du Conseil. Il peut être choisi en dehors des membres du Conseil et des actionnaires.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits sont certifiés conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 14 - JETONS DE PRESENCE

Le Conseil d'Administration répartit librement entre ses membres les jetons de présence qui peuvent lui être alloués par l'Assemblée Générale Ordinaire.

ARTICLE 15 - DIRECTION GENERALE

Le Conseil d'Administration élit un Président parmi ses membres personnes physiques et fixe la durée de ses fonctions, laquelle ne peut excéder celle de son mandat d'Administrateur.

Le Président du Conseil d'Administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et la représente dans ses rapports avec les tiers avec les pouvoirs les plus étendus dans la limite de l'objet social, sous réserve, toutefois, des pouvoirs que la Loi attribue expressément aux Assemblées Générales ou qu'elle réserve de façon spéciale au Conseil d'Administration.

Sur proposition du Président, le Conseil peut donner mandat à une ou, si les conditions prévues par la Loi sont remplies, à deux personnes physiques, d'assister le Président à titre de Directeur Général.

A l'égard des tiers, les Directeurs Généraux disposent des mêmes pouvoirs que le Président.

S'il le juge utile, le Conseil peut nommer parmi ses membres, un ou deux Vice-Présidents, pour une durée ne pouvant excéder leur mandat d'Administrateur. Dans ce cas, les séances du Conseil et de l'Assemblée Générale sont en l'absence du Président du Conseil d'Administration présidées par le Vice-Président du Conseil s'il n'en est nommé qu'un ou par le plus âgé des Vice-Présidents présents s'il en est nommé deux.

TITRE IV - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Dans les mêmes conditions, un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants sont nommés en même temps que les titulaires et pour la même durée.

TITRE V - ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE 17 - ASSEMBLEES GENERALES

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires, elle exerce les pouvoirs qui lui sont dévolus par la Loi.

Elle est convoquée et statue sur les questions inscrites à l'ordre du jour conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 5 ans au moins au nom du même actionnaire.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Elle est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un Vice-Président. A défaut, l'Assemblée élit le Président de séance.

Le bureau de chaque Assemblée est constitué et un procès-verbal de chaque réunion est établi, conformément aux textes en vigueur.

Le droit de participer à l'Assemblée est subordonné à l'inscription conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, d'actions au nom de l'actionnaire 5 jours au moins avant la date de la réunion.

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions autres que celles relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire ou, le cas échéant, d'Assemblées Spéciales.

Elle est réunie au moins une fois l'an en vue de statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

TITRE VI - COMPTES ANNUELS ET RESULTATS

ARTICLE 18 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire et établit les comptes annuels ainsi qu'un rapport de gestion écrit.

ARTICLE 19 - AFFECTATION DES RESULTATS

Le résultat de chaque exercice se détermine conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé 5 % au moins pour la formation du fonds de réserve prescrit par la Loi. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

L'Assemblée Générale peut librement disposer du surplus et, sur proposition du Conseil d'Administration, soit le reporter à nouveau en tout ou partie, soit l'affecter en tout ou partie à la constitution des fonds de prévoyance ou de réserves extraordinaires ou spéciales sous quelque dénomination que ce soit. Elle peut aussi en décider la distribution en tout ou partie.

TITRE VII - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 20 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée Générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

TITRE VIII - CONTESTATIONS

ARTICLE 21 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient, soit entre la Société et les actionnaires, soit entre les actionnaires eux-mêmes, à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des Tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire sera tenu de faire élection de domicile dans le ressort du Tribunal du lieu du siège social et toutes les assignations et significations seront régulièrement délivrées à ce domicile élu, sans avoir égard au domicile réel. A défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations seront valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République près du Tribunal de Grande Instance du siège social.

CERTIFIÉ CONFORME
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

